

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL OUVRIERS 2005 - 2006

DU 05/09/2005

Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment

La présente convention collective de travail est conclue au sein de la Commission restreinte instituée par le Protocole des Relations industrielles qui est d'application pour les entreprises relevant de la Commission nationale paritaire - Sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (n° 106.01).

Entre d'une part,

Les organisations des travailleurs :

La Centrale Générale F.G.T.B. représentée par Messieurs P. LOOTENS, F. LAMARQUE, J.-Ph. PITON et M. GOBLET;

La C.S.C. Bâtiment et Industrie représentée par Messieurs P. CUPPENS, B. CASTEELS, P. DELAIVE et P. GILLES.

Et d'autre part,

L'organisation des employeurs : la Fédération de l'industrie cimentière :

La S.A. HOLCIM Belgique, Rue des Fabriques, 2 à 7034 Obourg, représentée par Messieurs Ch. CASTIN, Ch. DESAMORY et M. KREMER.

La S.A. Cimenteries CBR Cementbedrijven, Chaussée de La Hulpe, 185 à 1170 Bruxelles représentée par Messieurs Ph. CESAR, J. FALCINELLI et Ch. MEYERS.

Madame A. VAN DER SMISSEN, Secrétaire de la Commission restreinte

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

06 -09- 2005

16 -09- 2005

NR.

76.407 16 110601

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

I. INTRODUCTION

Champ d'application

Article 1^{er} - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (SCP 106.01).

On entend par "ouvrier", les ouvriers et ouvrières.

Objet

Article 2 - La présente convention collective de travail est conclue dans l'esprit du projet de l'accord interprofessionnel 2005 - 2006 repris comme sien par le gouvernement belge.

Elle s'inscrit dans un contexte économique préoccupant pour le secteur cimentier qui est lié :

- ✓ A la baisse de volumes et à l'exposition aux risques d'importation qui sont plus importants que ceux de nos concurrents.
- ✓ Aux mesures dues aux surcapacités de production de pays limitrophes et aux fortes pressions sur les prix.
- ✓ Aux charges additionnelles d'investissements et d'exploitation dues aux contraintes environnementales.

Durée

Article 3 - La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans, du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2006 inclus, sauf pour les dispositions concernant la prépension conventionnelle. Celles-ci sont prolongées de deux ans (du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2007) dans les limites des possibilités légales et réglementaires.

Force obligatoire

Article 4 - Les parties signataires demandent que la présente convention collective soit rendue obligatoire par Arrêté Royal.

dp dV

2 A JK → S P R P M P

II. BIEN-ETRE AU TRAVAIL ET ENVIRONNEMENT

Article 5 - Les entreprises du secteur cimentier réaffirment que la santé et la protection des travailleurs ainsi que la prévention sont des préoccupations essentielles.

En matière de santé et de protection des travailleurs qui participent à la valorisation des combustibles et matières de substitution, les sociétés du secteur s'engagent à poursuivre leurs efforts de prévention et de formation en continuant à mettre à la disposition des représentants des travailleurs sectoriels et d'entreprises, toute l'information demandée et ce, d'une façon compréhensible pour les travailleurs.

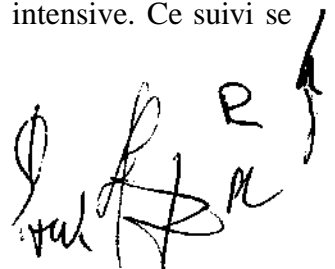
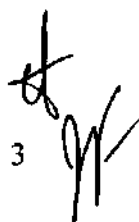
Les sociétés cimentières ont inscrit dans leur mission d'être un acteur proactif dans le cadre du développement durable. A cette fin, la valorisation des combustibles et matières de substitution doit se dérouler de manière fiable tant au niveau de la santé des travailleurs et du voisinage que de la qualité du ciment et que de l'impact sur l'environnement.

Certaines de nos usines valorisent des matières ou combustibles alternatifs. Ceux-ci peuvent varier d'une usine à l'autre en fonction de leur processus de fabrication.

Depuis plusieurs années déjà, elles analysent l'incidence des combustibles et matières de substitution sur l'environnement et la santé des travailleurs avec des autorités scientifiques et médicales ainsi que des professeurs d'université dans le respect des normes et législations en vigueur.

Il s'agit entre autres des informations suivantes :

- ✓ Nature et origine des déchets / substances concernées et manipulées ;
- ✓ Les résultats des mesures effectuées par les services externes de prévention et de protection, par les services internes de prévention et de protection, ainsi que par tout laboratoire de l'entreprise habilité à réaliser des analyses de qualité, et qui ont lieu sur les différents postes de travail ;
- ✓ Les études portant sur ces thèmes, exécutées ou en cours d'exécution, tant dans notre pays qu'à l'étranger ;
- ✓ Tous les travailleurs qui, de l'une ou l'autre façon, entrent en contact avec des combustibles de substitution, par exemple lors de l'apport de tels combustibles et l'entretien des fours, doivent être suivis médicalement de façon plus intensive. Ce suivi se



0

fera par la voie de méthodes qui, tenant compte des connaissances actuelles de la médecine, donnent les résultats les plus fiables.

- ✓ Par voie de collaboration entre les services de prévention et de protection interne et externe, il y a lieu de procéder à une analyse et à une évaluation des risques. Les entreprises du secteur s'engagent à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures de prévention et de protection collectives et personnelles mises en oeuvre.

Tous les travailleurs exposés doivent non seulement recevoir l'information nécessaire, mais également une formation à la sécurité portant sur le bon usage des mesures de prévention et de protection proposées.

III. RECONDUCTION DES ACCORDS PRECEDENTS

Heures à reprendre

Article 6 - Le processus de production en feu continu et les pointes d'activités conjoncturelles spécifiques au secteur cimentier justifient le maintien d'horaires de travail générant des heures à reprendre. Les entreprises du secteur réaffirment leur volonté de réduire le volume d'heures à reprendre et de tout mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs définis ci-après :

- ✓ Les usines s'engagent à poursuivre l'objectif de solde d'heures à reprendre par travailleur d'environ cinquante heures à apprécier globalement sur la durée de la convention.
- ✓ La planification de la reprise de ces heures sera effectuée en fonction des impératifs d'organisation du travail.

Travaux aux tiers

Article 7 - Les parties réaffirment leur volonté de poursuivre leurs efforts et de respecter l'esprit de la lettre de l'article 5 de la CCT 1997 - 1998 qui est le suivant :

"Les partenaires sociaux entendent continuer à privilégier l'occupation de travailleurs en cimenterie. Les travaux cimentiers à caractère permanent ne seront pas sous-traités (référence : chapitre I de la section 2 de la Réglementation des relations industrielles).

Les directions des usines, responsables de la gestion et du recours à la sous-traitance, reconnaissent le droit à l'information du personnel et de ses représentants.

Elles s'engagent à améliorer, au sein de leurs usines respectives, le dialogue avec les représentants du personnel en privilégiant le rôle respectif de la délégation syndicale et/ou du conseil

dp ad

4

ou S

R
re

1

d'entreprise. Les directions locales procéderont à l'information préalable pour tous travaux importants, connus et planifiés.

Les modalités particulières du processus d'information et du contenu de l'information et de sa périodicité seront précisées localement en veillant à respecter les pratiques déjà existantes. »

Groupes à risques

Article 8 - Les parties signataires de la présente convention sont d'accord de poursuivre, conformément aux accords existants dans le sous-secteur, leurs actions en matière d'utilisation des 0,10 % de la masse salariale déclarée à l'Office National de Sécurité Sociale pendant la période du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2006.

IV. FORMATION PROFESSIONNELLE

Article 9 - En matière de formation professionnelle, les entreprises du sous-secteur s'engagent à consentir un effort pour la formation à concurrence de minimum 1,8 % des rémunérations brutes déclarées à l'ONSS pour la période 2005 - 2006.

Une information et un dialogue sur les plans de formations et leur suivi se feront en conseil d'entreprise et au niveau sectoriel.

Les efforts existants déjà au niveau des entreprises en matière de formation professionnelle pour ouvriers seront pris en considération pour le calcul du pourcentage susmentionné.

V. EMPLOI

Article 10 - Le secteur s'engage pendant la durée de cette convention à ne pas effectuer de nouvelles restructurations.

VI. RAPPROCHEMENT DES STATUTS OUVRIERS-EMPLOYES

Barémisation

Article 11 - Un système de barèmes pour les ouvriers est introduit dans le secteur à partir du 1^{er} janvier 2005.

Il consiste à appliquer sur le salaire catégoriel CNPIC ou assimilé de l'ouvrier, un coefficient fixe de majoration lié à l'ancienneté.

A partir du 1^{er} janvier 2005, ce coefficient sera égal à 1,005 pour le travailleur justifiant, au 31 décembre 2004, d'au moins une année d'ancienneté.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large '£' symbol on the right side.

A partir du 1^{er} janvier 2006, ce coefficient sera majoré de 0,5 % et ainsi de suite pour les autres années.

Pour un nouvel engagé, le coefficient sera égal à 1,005 le 1er janvier qui suit l'année au cours de laquelle il a acquis 1 an d'ancienneté. Annuellement, le 1er janvier, son coefficient sera majoré de 0,5 %.

En outre, afin de créer une tension salariale rétroactive, le coefficient résultant du mode de calcul mentionné au paragraphe 2 du présent article, sera majoré de :

- ✓ Au 1^{er} février 2005 : 0,0002 multiplié par le nombre d'années d'ancienneté acquis par l'ouvrier au 31 décembre 2004
- ✓ Au 1^{er} janvier 2007 : 0,0002 multiplié par le nombre d'années d'ancienneté acquis par l'ouvrier au 31 décembre 2006.

Exemple :

20 ans d'ancienneté hors index	Salaire de base CNPIC = 100
01/01/05	100 x 1,005 = 100,5
01/02/05	100,5 x 1,004 = 100,90 (0,004 = 20 x 0,0002)
01/01/06	100,90 x 1,005 = 101,40
01/01/07	101,40 x 1,0044 x 1,005 = 102,35 (0,0044 = 22 x 0,0002)
01/01/08	102,35 x 1,005 = 102,86
etc.	

L'indexation continuera à s'appliquer sur les salaires de base CNPIC.

Il est entendu que cette augmentation salariale annuelle de 0,50 % sera imputée automatiquement sur l'enveloppe des futures conventions collectives du secteur.

VII. POLVOIR D'ACHAT

Prime exceptionnelle non-récurrente

Article 12 - Une prime de 600 €bruts sera attribuée aux travailleurs actifs pendant la durée de la convention, au prorata du temps de travail accompli pendant les douze mois précédant celui des dates de mise en paiement.

Le paiement de cette prime de 600 €bruts s'effectuera en deux fois :

- ✓ 300 € bruts seront payés en juillet 2005 (prestations de référence: 01/06/2004 au 31/05/2005)

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature on the left and several smaller ones on the right.

- ✓ 300 € bruts seront payés en juillet 2006 (prestations de référence : 01/06/2005 au 31/05/2006)

Prime de fin d'année, prime d'équipe et revenu garanti prépension

Article 13 - Le salaire moyen de référence du secteur (CNPIC) servant au calcul de ces primes et revenu garanti sera augmenté sur base annuelle d'un demi pourcent/an à partir de l'année 2005

VIII. INDEMNITES DIVERSES

Prime spéciale de productivité (prime syndicale)

Article 14 - La prime syndicale pour les travailleurs actifs et les prépensionnés est portée de 123,95 € à 128 € à partir de l'année 2005.

IX. REGLEMENTATION DES RELATIONS INDUSTRIELLES

Article 15 – Il sera procédé au toilettage légal du livre de la réglementation des relations industrielles avant l'expiration du 31/12/2006.

Un projet de texte amendé sera adressé aux organisations syndicales pour le 31/09/2006.

X. ENGAGEMENT DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Article 16 - Les organisations syndicales s'engagent à n'introduire aucune demande à caractère collectif, local ou sectoriel, entraînant une augmentation du coût de cette convention.

Fait à Bruxelles, le 5 septembre 2005

**Pour la Centrale
Générale F.G.T.B.**

**Pour la
Bâtiment et Industrie**

**Pour la Fédération de
l'industrie cimentière**

②

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VOOR ARBEIDERS

VAN 05/09/2005

Paritair Subcomite voor de cementfabrieken

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten in de schoot van de Beperkte Commissie, opgericht door het Protocol van Industriële Betrekkingen dat van toepassing is de ondernemingen waarvoor het Nationaal Paritair Comité voor het Cementbedrijf - Paritair Subcomité voor de cementfabrieken (nr 106.01).

Tussen enerzijds :

De Werknemersorganisaties :

De Algemene Centrale A.B.V.V., vertegenwoordigd door de heren P. LOOTENS, F. LAMARQUE, J.-Ph. PITON en M. GOBLET;

De A.C.V., Christelijke Centrale voor Bouw en Industrie, vertegenwoordigd door de heren P. CUPPENS, B. CASTEELS, P. DELAIVE en P. GILLES.

En anderzijds :

De Werkgeversorganisatie : de Federatie van de Cementnijverheid :

De N.V. Cimenteries CBR Cementbedrijven, Terhulpesteenweg, 185 te 1170 Brussel, vertegenwoordigd door de heren Ph. CESAR, J. FALCINELLI et Ch. MEYERS.

De N.V. HOLCIM Belgie, Rue des Fabriques, 2 te 7034 Obourg en vertegenwoordigd door de heren Ch. CASTIN, Ch. DESAMORY en M. KREMER.

Mevrouw A. VAN DER SMISSEN, Secretaris van de Beperkte Commissie.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.
06-09-2005 | 1 fi-09-2005 | N°

76.40710010602
Handwritten signatures and initials: H, E, h, M, P, S, J, K.

ER WERD OVEREENGEKOMEN :

I. **INLEIDING**

Toepassingsgebied

Artikel 1. - Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de Werkgevers en Arbeiders van de ondernemingen die afhangen van het Paritair Subcomité voor de cementfabrieken (106.01).

Met "Arbeiders" worden zowel arbeiders als arbeidsters gevisieerd.

Betreft

Artikel 2 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst werd afgesloten in toepassing van het voorstel van interprofessioneel akkoord 2005 - 2006 dat de Belgische regering zich eigen heeft gemaakt.

Zij sluit aan op een verontrustende economische context voor de cementsector die verbonden is aan :

- ✓ De vermindering van volumes en aan de blootstelling aan de risico's van invoer die belangrijker zijn dan die van onze concurrenten
- ✓ De maatregelen die te wijten zijn aan de overcapaciteit van productie van nabijliggendelanden en aan de sterke druk op de prijzen
- ✓ De bijkomende investerings- en exploitatielasten te wijten aan milieuzorg

Looptijd

Artikel 3 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten voor een duur van twee jaar, op 1 januari 2005 tot 31 december 2006 behalve voor de beschikkingen betreffende de conventionele brugpensioen die voor twee jaar verlengd worden (1 juli 2005 tot 30 juni 2007) voor zover de wettelijke en reglementaire bepalingen het toelaten.

Bindende kracht

Artikel 4 - Alle ondertekenende partijen vragen dat onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst bindend verklaart wordt via Koninklijk Besluit.

2

Handwritten signatures and initials are present at the bottom of the page, including a large signature that appears to be 'Gruel' and other smaller initials and marks.

II. GEZONDHEID EN MILIEUZORG

Artikel 5 - De ondernemingen in de cementsector bevestigen dat de gezondheid, de bescherming van de werknemers en preventie uiterst belangrijk zijn.

Inzake gezondheid en bescherming van de werknemers die aan de valorisatie van brandstoffen en vervangingstoffen deelnemen verbinden de vennootschappen van de sector zich ertoe om hun inspanningen op het gebied van preventie en opleiding voort te zetten door aan de sectoriële werknemers- en ondernemingsvertegenwoordigers, al de gevraagde informatie op een begrijpelijke wijze voor de werknemers ter beschikking te stellen.

De cementfabrieken hebben de taak op zich genomen in hun "mission statement" om proactief te zijn in het kader van een duurzame ontwikkeling. Daartoe moet de valorisatie van de brandstoffen en vervangingstoffen op betrouwbare wijze plaatsvinden, zowel op het niveau van de gezondheid van de werknemers en de buurtbewoners als van de kwaliteit van het cement en de impact op het leefmilieu. Sommige van onze fabrieken valoriseren alternatieve stoffen of brandstoffen.

Deze kunnen variëren van een fabriek tot de andere in functie van hun productieprocessen.

Reeds sinds verschillende jaren, analyseren zij de weerslag van deze vervangingsbrandstoffen en grondstoffen op het leefmilieu en op de gezondheid van de werknemers in samenwerking met de wetenschappelijke en medische autoriteiten alsmede met de professoren van de universiteiten met inachtneming van de normen en wetgevingen van kracht.

Het betreft onder andere de volgende informatie :

- ✓ Aard en oorsprong van de afvalstoffen / betrokken en behandelde stoffen ;
- ✓ De resultaten van de maatregelen uitgevoerd door de externe en interne preventie- en beveiligingsdiensten of door elk laboratorium van de onderneming dat bevoegd is om kwaliteitsanalyses op verschillende werkposten uit te voeren ;
- ✓ Onderzoeken met betrekking tot deze thema's, uitgevoerd of nog in gang zijnde, zowel in binnenland als in het buitenland ;
- ✓ Alle werknemers die op één of andere manier in aanraking komen met vervangingsbrandstoffen, onder meer tijdens het aanvoeren van dergelijke afvalstoffen en het onderhoud van de ovens, dienen intensiever medisch gevolgd te worden. Deze opvolging zal gedaan worden door middel van methodes die, gelet op de huidige beschikbare kennis van de geneeskunde, de beste resultaten waarborgen.

3

- ①
- ✓ Door middel van de samenwerking tussen interne en externe preventie- en beschermingsdiensten worden de risico's geanalyseerd en geëvalueerd. De ondernemingen in de sector verbinden zich ertoe de doeltreffendheid van de preventie-, collectieve of persoonlijke beschermingsmaatregelen regelmatig te toetsen.

Alle blootgestelde werknemers krijgen niet alleen de noodzakelijke informatie maar daarenboven een veiligheidsopleiding m.b.t. het correct gebruik van de voorgedragen preventie - en beschermingsmaatregelen.

III. VERLENGING VAN VORIGE AKKOORDEN

Recuperatieuren

Artikel 6 - Het continu productieproces en de conjuncturele schommelingen die voor de cementsector kenmerkend zijn, rechtvaardigen het behoud van uurroosters die recuperatieuren met zich mee brengen. De ondernemingen in de sector bevestigen nogmaals hun wil om het aantal recuperatieuren te verminderen en alles in het werk te stellen om de volgende doelstellingen te bereiken :

- ✓ De fabrieken verbinden zich ertoe door te gaan met het objectief van een saldo van te recupereren uren van ongeveer vijftig uur per arbeider, globaal te evalueren over de gehele duur van de overeenkomst.
- ✓ Het plannen van het recupereren van deze uren zal uitgevoerd worden in functie van de vereisten van de organisatie van het werk.

Werk aan derden

Artikel 7 - Alle partijen bevestigen opnieuw hun wil tot het voortzetten van hun inspanningen en het nauwkeurig respecteren van artikel 5 van de CAO 1997 - 1998 :

"De sociale gesprekspartners willen de tewerkstelling van de cementarbeiders verder vooropstellen. Permanente cementbanen worden niet uitbested. (Ref.: Hoofdstuk I afdeling 2 van het Reglement van Industriële Relaties).

De fabrieksdirecties, verantwoordelijk voor het beheer en het terugvallen op onderaannemingen erkennen het recht op informatie van het personeel en haar vertegenwoordigers.

Ze verbinden zich tot het verbeteren, ieder in hun eigen fabriek, van de dialoog met de personeelsafgevaardigden, door de respectievelijke rol van de vakbondsafvaardiging en/of de afgevaardigden van de ondernemingsraad te bevoordelen.

df

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature and several smaller initials.

De lokale directies gaan over tot het geven van voorafgaande informatie van alle belangrijke werken, die gekend en gepland zijn.

De specifieke modaliteiten van het informatieproces en van de inhoudelijke informatie en haar periodiciteit zullen per fabriek nader bepaald worden door toe te zien op het naleven van de al bestaande gebruiken".

Risicogroepen

Artikel 8 - Alle ondertekende partijen van de onderhavige overeenkomst zijn het erover eens hun acties voort te zetten, conform aan de bestaande akkoorden in de sub-sector aangaande de aanwending van 0,10 % van de aangegeven loonmassa aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gedurende de periode van 1 januari 2005 tot 31 december 2006.

IV. BEROEPSOPLEIDING

Artikel 9 - Inzake beroepsopleiding, verbinden de ondernemingen van de sub-sector zich ertoe, tot het leveren van inspanningen ten gunste van opleidingen tot een bedrag van minimum van 1,8 % van de, aan de R.S.Z. aangegeven brutolonen voor de periode 2005 - 2006.

Informatie en een dialoog omtrent de opleidingsprogramma's en de naleving hiervan gebeurt binnen de ondernemingsraad en op sectorieel niveau.

De reeds bestaande initiatieven voor beroepsopleiding voor arbeiders binnen de ondernemingen worden meegeteld voor het berekenen van het bovenvermelde percentage.

V. TERWERKSTELLING

Artikel 10 - De sector verbindt zich ertoe geen nieuwe herstructureringen meer te verrichten gedurende de periode van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

VI. TOENADERING VAN DE STATUTEN ARBEIDERS - BEDIENDEN

Baremisatie

Artikel 11 - Een aan de anciënniteit gebonden baremastelsel is vanaf 1 januari 2005 in de sector ingevoerd.

Het bestaat erin een aan anciënniteit gebonden vast opslagbaremacoefficiënt toe te passen op het sectoriële loon NPCC van de arbeider.

Vanaf 1 januari 2005 zal deze coëfficiënt gelijk zijn aan 1,005 voor de werknemer die op 31 december 2004, minstens één jaar anciënniteit kan bewijzen.

df

W^s W^t W^g W^R W^g W^g W^g

Vanaf 1 januari 2006 zal deze coëfficiënt worden verhoogd met 0,5 %, en zoverder voor de volgende jaren.

Voor een nieuwe tewerkgestelde zal de baremacoëfficiënt gelijk zijn aan 1,005 op de 1^{ste} januari van het jaar tijdens welk hij 1 jaar anciënniteit zal hebben verworven. Jaarlijks zal, op 1 januari, zijn coëfficiënt met 0,5 % worden verhoogd.

Bovendien, ten einde een loonspanning met terugwerkende kracht tot stand te brengen, zal de baremacoëfficiënt voortkomende uit de in alinea 2 van dit artikel aangehaalde berekeningswijze, worden verhoogd met:

- ✓ Op 1 februari 2005: 0,0002 maal het aantal jaren anciënniteit die de arbeider op 31 december 2004 zal hebben verworven.
- ✓ Op 1 januari 2007: 0,0002 maal het aantal jaren anciënniteit die de arbeider op 31 december 2006 zal hebben verworven.

Voorbeeld :

20 jaren anciënniteit buiten index	Basisloon NPCC = 100
01/01/05	$100 \times 1,005 = 100,5$
01/02/05	$100,5 \times 1,004 = 100,90$ (0,004 = 20 x 0,0002)
01/01/06	$100,90 \times 1,005 = 101,40$
01/01/07	$101,40 \times 1,0044 \times 1,005 = 102,35$ (0,0044 = 22 x 0,0002)
01/01/08	$102,35 \times 1,005 = 102,86$

enz.

De indexatie blijft toegepast op de basislonen van de NPCC.

Het staat vast dat de jaarlijkse loonverhoging van 0,50 % automatisch zal aangerekend worden in het budget van de toekomstige collectieve sectoriële onderhandelingen.

VII. KOOPKRACHT

Uitzonderlijke eenmalige premie

Artikel 12 - De actieve werknemers, zullen binnen de duur van de overeenkomst een premie van 600 €bruto ontvangen, prorata van de gepresteerde arbeidstijd tijdens de twaalf maanden die de data vanuitbetaling voorafgaan.

Deze premie zal uitbetaald worden in twee keer als volgt:

df

6
de WK → [handwritten signature]

- ✓ 300 €bruto worden uitbetaald in juli 2005 (referentieprestaties : 01/06/2004 - 31/05/2005)
- ✓ 300 €bruto worden uitbetaald in juli 2006 (referentieprestaties : 01/06/2005 - 31/05/2006)

Eindejaarspremie, ploegenpremie en inkomsten garantie

Artikel 13 Het gemiddeld referentieuurloon van de sector (NPCC), dat gebruikt wordt voor de berekening van deze premies en gewaarborgd inkomen zal op jaarbasis vermeerderd worden met een halfprocent per jaar vanaf het jaar 2005.

VIII. DIVERSE VERGOEDINGEN

Speciale productiviteitspremie (vakbondspremie)

Artikel 14 - De vakbondspremie voor de actieve arbeiders en de brugpensioengerechtigden wordt opgetrokken van 123,95 € naar 128 € vanaf het jaar 2005.

IX. REGLEMENTING VAN DE INDUSTRIËLE RELATIES

Artikel 15 - Er zal een bijwerking op wettelijk vlak worden gedaan van het boek van industriële relaties voor de vervaltijd van 31/12/2006.

Een ontwerp van geamendeerde tekst zal verstuurd worden naar de syndikale organisaties voor 31/09/2006.

X. VERPLICHTING VAN DE WERKNEMERSORGANISATIES

Artikel 16 - De syndicale organisaties verbinden zich ertoe géén bijkomende collectieve, lokale of sectorale verzoeken in te dienen die een verhoging van de kosten van deze C.A.O. met zich mee zouden brengen.

Opgemaakt te Brussel, op 5 september 2005

**Voor de Algemene
Centrale A.B.V.V.**

**A.C.V.
en Industrie**

**Voor de Federatie
van de**

secretaris

P. CUPPENS
Nationaal
Verantwoordelijke

Ph. CESAR
Director
Manufacturing
Services
CBR

Resources
Director
France